

Septembre 2015

n° 120

CONTRATOM



*Ni nucléaire
ni effet de
serre!*

sommaire n° 120

Couverture	
Edito <i>Anne-Cécile</i>	3
Climat <i>M. Schlegel</i>	4-5
Suisse Nucléaire sur la sellette <i>E. Weiss</i>	6-7
France AREVA: Chronique d'un désastre <i>M. Schlegel</i>	8-9
Nos manifs en Photos Printemps - été 2015	10-11
Japon lettre de Ruiko Muto	12
Japon Secrets et Mensonges du nucléaire <i>O. de Marcellus</i>	13
Japon Relance du nucléaire	14
Nucléaire militaire <i>M. Schlegel</i>	14-15-16

18-20 septembre 2015

Alternatiba Léman

le Festival des initiatives locales pour le climat et le bien vivre ensemble...

Noubliez pas de consulter leur site afin d'y trouver les dernières informations ainsi que le programme complet.

www.alternatiba.eu/leman

ContrAtom

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

022 321 57 09

www.contrAtom.ch

info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1250 exemplaires

- Graphisme atelier Compub

- Imprimerie du Lion

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F

Abonnement au journal uniquement 30.- F

Soutien: 60.- F

ou plus....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent CCP 12-13446-0

IBAN CH75 0900 0000 1201 3446 0



CHÈRES, CHERS CONTRATOMISTES,

Haro sur la centrale nucléaire de Beznau!

Cette fois-ci, les critiques fusent de partout: Greenpeace, les experts internationaux, les riverains de Beznau, le P.S, les Verts allemands, les médias, tous unanimes, remettent en cause la sécurité de cette installation antédiluvienne.

Rappelons que cette centrale argovienne, avec 46 ans au compteur, détient le triste privilège d'être la plus ancienne au monde encore en activité! Suite à la découverte de défaillance dans la cuve de pression lors de sa révision annuelle, elle est actuellement provisoirement à l'arrêt. Précisons que la cuve de pression est la pièce maîtresse de la protection nucléaire, c'est elle qui contient le combustible radioactif. A la centrale nucléaire de Beznau tout tient à cette cuve car il n'y a pas de deuxième véritable enveloppe de protection en béton qui en assurerait la sécurité, «le moindre défaut peut donc mener à la catastrophe!» (dixit R. Nordmann)

C'est dire si les anomalies détectées sur cette partie vitale du réacteur sont de nature à nous inquiéter, ceci d'autant plus que les documents importants concernant la fabrication initiale de la cuve incriminée ont mystérieusement disparus, comme vient de le révéler l'Association des régulateurs nucléaires de l'Europe de l'ouest (WENTRA) **La plume m'en tombe!**

Et ce n'est pas fini: la fronde contre Beznau est montée d'un cran après les révélations de Greenpeace démontrant que le respect des normes de sécurité en cas de tremblement de terre majeur n'était pas garanti, contrairement aux affirmations de l'époque de l'IFSN (Inspection fédérale de sécurité nucléaire). C'est donc uniquement grâce à une mauvaise application des limites de radioprotection de l'IFSN que Beznau a reçu l'autorisation de poursuivre son activité au-delà de 2012.

Jusqu'à quand cette expérience grandeur nature de gériatrie nucléaire va-t-elle perdurer? le lobby nucléaire ne semble en tous cas pas prêt à lâcher son os! L'IFSN rejette en bloc toutes les accusations, tandis qu'AXPO, l'exploitant de la centrale affirme que tout est sous contrôle: «la centrale remplit les standards de sécurité les plus élevés et les conditions fixées sont respectées en tout temps!» Nous voici tout à fait rassurés!

Malgré les risques encourus, partout le lobby nucléaire persiste et signe!

Comment comprendre la décision du gouvernement japonais de remettre en service la centrale nucléaire de Sendai au lendemain précisément de la commémoration des bombardements atomique d'Hiroshima et Nagasaki, et alors même que la catastrophe de Fukushima est toujours en cours? Depuis le 15 septembre 2013, toutes les centrales japonaises étaient à l'arrêt sans pour cela plonger le pays dans la pénurie énergétique. Alors comment comprendre cette relance dans un pays coutumier des séismes au mépris des risques encourus, et sans tenir aucunement compte de la leçon dramatique donnée par la catastrophe de Fukushima!

Et nous ne sommes pas au bout de nos peines: accrochez-vous! Nous voici maintenant confrontés à la propagande des nucléocrates qui voudraient nous vendre le nucléaire comme remède au réchauffement climatique dans la perspective de la Conférence sur le climat qui se déroulera à Paris en décembre de cette année! Au pays du tout nucléaire, avec EDF parmi les sponsors, on peut décidément s'attendre à tout!

On ne va pas les laisser faire. Partout la résistance s'organise. Si le lobby nucléaire est partout, nous y serons aussi!

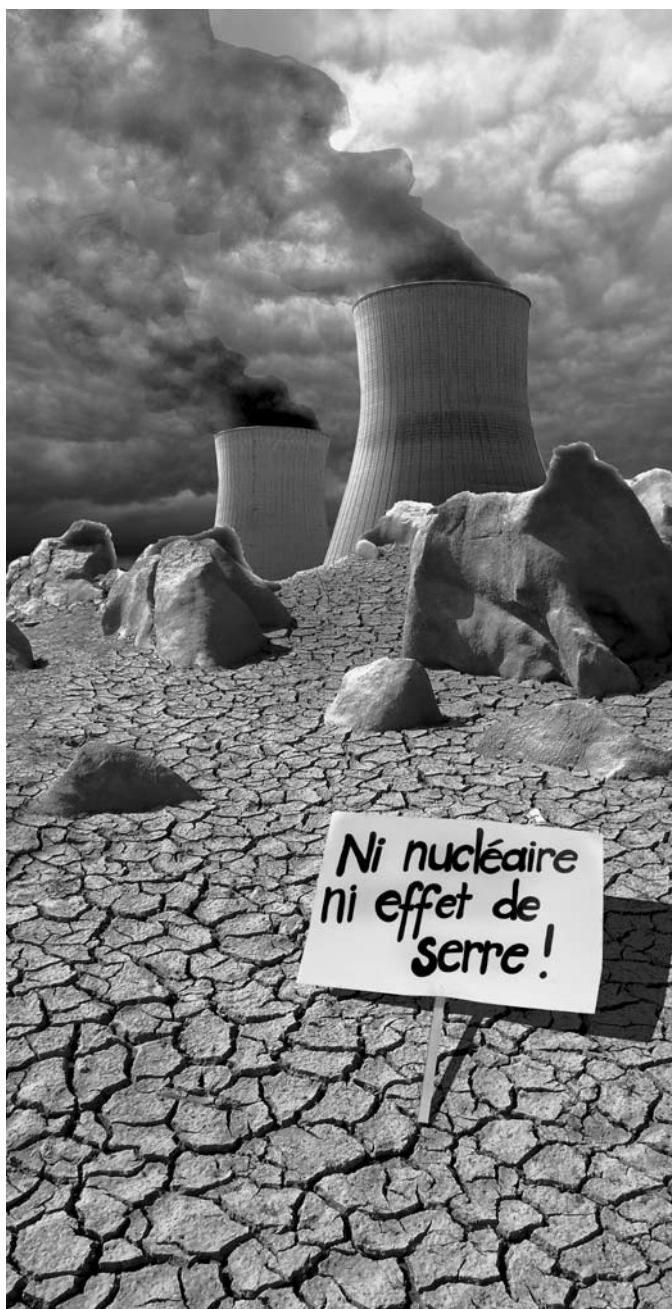
Par delà les frontières, unis et solidaires contre le nucléaire!

Vive la résistance au nucléaire!

Vive la Vie!

Anne-Cécile

LE NUCLÉAIRE NE NOUS SAUVERA PAS DE L'EFFET DE SERRE



A l'approche de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, l'humanité entière semble comprendre l'importance de l'enjeu et la nécessité de revoir les politiques énergétiques. Le recours aux énergies fossiles (gaz, pétrole et charbon) n'est plus viable dans un monde où l'on cherche à maintenir le réchauffement climatique sous les 2°. Il nous faut trouver de nouvelles solutions énergétiques.

Le fait qu'Électricité de France (EDF) fasse partie des sponsors de la Conférence de

Paris, ne peut alors que nous inquiéter. L'entreprise, qui gère 78 réacteurs nucléaires dans l'Hexagone et ailleurs, se vante de produire une électricité «peu émettrice de CO₂». L'opérateur français explique sur son site Internet que le nucléaire fait partie des solutions qui se substitueront aux énergies fossiles à l'avenir.

Pour cela il faudrait déjà que le nucléaire ait un avenir, ce dont on peut douter. En France, les centrales nucléaires approchent toutes de leur fin de vie. EDF souhaite réaliser des travaux afin de prolonger la durée de services de ses réacteurs. Alors que l'entreprise perd de l'argent et que sa dette dépasse les 30 milliards d'euros, elle souhaite réaliser pour plus de 110 milliards d'euros de travaux de remise à niveau de ses centrales. Une ruine industrielle qui rendra la politique énergétique française intenable. La Suisse a pour l'heure refusé de renouveler son parc nucléaire. En l'état, et quelle que soit le rythme de mise hors service des réacteurs du pays, le nucléaire ne fera pas partie des choix énergétique de la Confédération pour l'avenir. C'est une sage décision, même si à Contratom on ne sera rassuré que lorsque le dernier réacteur du pays sera mis définitivement hors service.

20 fois plus de centrales nucléaires pour sauver le climat?

Même avec de bonnes perspectives économiques, le nucléaire ne saurait être une solution viable pour se passer des énergies fossiles. A l'heure actuelle, il représente moins de 5% de la consommation énergétique mondiale, avec un peu plus de 400 réacteurs en fonctionnement. Pour que le nucléaire prenne une place prépondérante dans le mix énergétique mondial, il faudrait multiplier de façon spectaculaire le nombre de centrales. Ce qui entrainerait une augmentation inacceptable des risques. Au cours des 40 dernières années, 1% des réacteurs en service dans le monde a été victime d'un accident grave. Avec une croissance exponentielle du nucléaire, la récurrence d'événements catastrophiques tels que celui de Fukushima augmenterait au même rythme.

Une telle augmentation n'aurait que des effets limités sur le climat. En 2005, une étude publiée par l'organisation WISE démontrait que si le nucléaire venait à couvrir 70% des besoins en électricité de la planète en 2050 - ce qui sous entend la construction d'une centaine de réacteurs neufs chaque année - la consommation d'énergie fossile augmenterait quand même de près de 7%.

Il faut aussi prendre en considération les conséquences du réchauffement climatique. L'augmentation du niveau des mers, la multiplication des événements météorologiques extrêmes, l'augmentation des températures et la raréfaction de l'eau seront fatals pour le nucléaire: en été 2015, 4 des 5 réacteurs suisses ont dû réduire leur production à cause de la canicule! Qu'en sera-t-il si le nombre de jours de canicules par année continue d'augmenter?

Les nouvelles technologies nucléaires: des fantasmes dangereux et inutiles

Cette croissance du volume de production de l'énergie nucléaire n'est pas viable sur le long terme. La quantité de combustible nucléaire disponible sur la planète est limitée. C'est pour cela que les industriels du nucléaire développent des réacteurs de quatrième génération et s'intéressent à la fusion nucléaire. Même dans le meilleur des cas, ces solutions, annoncées respectivement pour la moitié et la fin du 21^{ème} siècle, ne seront pas prêtes à temps pour compenser les énergies fossiles. De plus, elles constituent de nouveaux gouffres financiers. Le projet de fusion nucléaire ITER utilise plus de la moitié du budget européen de recherche et développement dans l'énergie. La part française dans ITER équivaut à l'ensemble des crédits d'équipement et de fonctionnement de tous les

laboratoires de physique et de biologie en France pour vingt ans.

Pour prendre une part prépondérante dans la résolution de la crise énergétique mondiale, les partisans du nucléaire sont donc prêts à sacrifier la recherche pour toutes les autres formes d'énergie. Pourtant les chiffres le démontrent clairement: la capacité de production des énergies renouvelables est en pleine croissance, alors que celle du nucléaire est en déclin. Et c'est sans compter la mise à l'arrêt des réacteurs du Japon suite au déclenchement de la catastrophe de Fukushima.

En 2013, Greenpeace Suisse a publié un rapport démontrant que le pays était susceptible de se passer entièrement des énergies fossiles d'ici à 2050. **Pour ce faire il faut maîtriser la consommation d'énergie, améliorer l'efficacité énergétique et développer un système de production décentralisé basé sur les renouvelables. Il nous faudra également sacrifier certaines des habitudes largement répandues dans nos systèmes de surconsommation des ressources.** Ces sacrifices sont bien peu de choses face aux risques qu'une croissance démesurée du nucléaire peut faire peser sur l'humanité.

M. Schlegel



ENERGIE EN SUISSE

Différents événements et informations concernant l'énergie cet été me poussent à écrire cet article technique. Le DETEC (Département fédéral pour l'environnement, le transport, l'énergie et la communication) a sorti les statistiques de la consommation d'énergie en 2014. Les centrales nucléaires en Europe ont eu des problèmes, soit avec la chaleur (des centrales refroidies directement avec l'eau d'une rivière), soit techniques. En Suisse, nous avons même eu quelques jours sans centrales nucléaires en fonction! Leibstadt et Mühleberg étaient en révision annuelle, Beznau 1 et 2 en contrôle fissures et Gösgen en arrêt d'urgence (du 16 au 18 août, fuites de vapeur non radioactive).

Nos vieilles centrales nucléaires suisses ont posé bien des problèmes...

Beznau

Beznau 1 est la plus vieille centrale nucléaire encore en service dans le monde! Suite aux découvertes des fissures dans les centrales nucléaires Doel 3 et Tihang 2 en Belgique, en 2012 (les plus grandes fissures ont une longueur de 18 et 15 cm), des contrôles approfondis ont enfin été décidés à Beznau (l'IFSN avait ordonné ces contrôles par ultrason en janvier 2013!!). Sans connaître les grandeurs des fissures, Axpo et l'IFSN ont décidé de continuer d'exploiter les centrales nucléaires (Beznau 1 est arrêtée depuis juin 2015 et Beznau 2 depuis le 13 août). Notre inspectorat de sécurité autorise n'importe quoi. La cuve de pression du réacteur de Beznau 1 a des fissures et l'IFSN annonce actuellement qu'il ne peut rien dire avant de recevoir le rapport de l'exploitant. Cela s'appelle la politique de l'autruche. Ils jouent avec la sécurité et le risque est porté par la population! Deux ans d'exploitation des vieilles centrales nucléaires sans connaître l'état des cuves de pression des réacteurs! Vu la prolongation des contrôles de la cuve de pression du réacteur de Beznau 1, ils ont probablement



trouvé beaucoup de fissures. Des fissures dans l'acier ont en principe deux origines: la fabrication (thermique et chimique) ou le vieillissement. Le bombardement par des électrons dans le réacteur nucléaire accélère le vieillissement. De plus, il ne faut pas oublier que ces contrôles n'ont été demandés qu'après la découverte en Belgique et ne font pas partie des contrôles prévus par le programme de sécurité ordinaire (heureusement on contrôle plus en Belgique). Il manque aussi des documents de contrôle de fabrication de la cuve de pression du réacteur de Beznau 1 (cf. le quotidien zurichois Tages Anzeiger du 16.8.15) et cela pour une des pièces les plus importantes pour la sécurité d'une centrale nucléaire. Les exploitants, l'IFSN et le DETEC sont obligés de garder les documents de fabrication jusqu'à la fin de vie d'une centrale. Comment peuvent-ils manquer dans ces trois institutions? Et l'IFSN continue de prétendre d'être à la hauteur et plus exigeant que les autres instituts de sécurité nucléaire mondiale.

L'autre point faible est la résistance aux tremblements de terre. Selon Greenpeace, il y a une fausse interprétation (ou adaptation?) de la part de l'IFSN. Un événement susceptible de se produire une fois tous les 10 000 ans est à classer dans la catégorie 2. La dose «admissible» d'échappement de radioactivité est de 1 mSv (millisievert) dans cette catégorie. Selon le rapport de Beznau il y a probablement 78 mSv, c'est 78 fois trop. Du coup, quelle surprise!, l'IFSN classe ce cas en catégorie 3 (limite «admissible» jusqu'à 100 mSv en catégorie 3). Le conseiller national Roger Nordmann a demandé à Mme Leuthard d'arrêter immédiatement et définitivement nos trois vieilles centrales nucléaires.

Mühleberg



La centrale nucléaire est en révision annuelle en août. Les contrôles des soudures du manteau du réacteur sont prioritaires. Ici aussi, le même problème de sécurité se présente comme à Beznau. Les fissures transversales, découvertes en été 2014, seront enfin contrôlées par ultrason. Probablement, comme d'habitude, une partie

seulement des soudures sera examinée. Les fissures circonférentielles dans les soudures ont probablement aussi augmenté, mais le renforcement par des tirants pour augmenter la sécurité, demandé par l'IFSN en 2012 (conseillé par une expertise en 1998), ne sera plus fait. Ici aussi, l'IFSN ferme les yeux pour permettre une exploitation maximale.

Actuellement, l'exploitant n'a pas encore présenté son programme de démantèlement de la centrale. Ils ont fait des séances d'informations dans les communes avoisinantes pour dire que les éléments combustibles radioactifs vont encore rester cinq ans après l'arrêt (2019) dans les bassins à Mühleberg pour être transportés en 2024 vers le stockage intermédiaire à Würenlingen (ZWILAG). Pour le reste, il y a en principe deux possibilités : soit un démontage immédiat sous une ambiance radioactif, soit attendre environ 30 ans et démonter sous une faible radioactivité.

Gösgen



Une erreur de manipulation a provoqué un arrêt d'urgence à cause d'une fuite de vapeur non radioactive. La centrale a redémarré trois jours plus tard. Cette centrale a aussi des problèmes de résistance par rapport aux séismes. L'IFSN a demandé des mesures, mais pour quand ?

Leibstadt



La plus jeune des centrales nucléaires en Suisse (31 ans) est actuellement la seule en conformité selon l'IFSN.

Statistiques d'énergies

Le monde a usé son énergie annuelle en août, nous avons besoin donc d'environ 1,5 planètes ! En Suisse c'est encore pire: nous consommons beaucoup trop d'énergie, environ 4 fois la capacité annuelle de la terre. Seulement 25 % de cette énergie est renouvelable. Les produits pétroliers et gaz représentent environ 65 % et le nucléaire 10 % de notre consommation finale. Nous arrivons à stabiliser la consommation finale, mais notre but est de réduire énormément. Sous une autre forme, chaque Suisse consomme en moyenne environ 5000 Watt alors que notre vision est une société de 2000 Watt (c'était la valeur de 1960).

La Suisse a décidé de sortir du nucléaire, mais sans fixer aucun délai. En 2014, la production d'électricité a augmenté de 1,9 % et la consommation a diminué de 3,1 %. Malheureusement, la priorité de la production est donnée au prix et cela donne la situation aberrante de laisser passer de l'eau à côté des turbines (centrales au fil de l'eau) pour acheter du courant sale (nucléaire et charbon) à l'étranger au prix plus bas. Selon différentes analyses, ces prix ne sont pas des coûts réels : les coûts du kWh nucléaire est en réalité entre 15 et 40 centimes, mais vendu à 2 à 5 centimes ! La Suisse fait un bénéfice financier avec les échanges extérieurs d'électricité ; en 2014 le bénéfice était de 442 millions de francs.

Nous devons tou-te-s faire un effort pour diminuer notre consommation d'énergie: de l'énergie électrique pour sortir du nucléaire et de l'énergie fossile pour réduire le CO2. Deux livres en allemand viennent de sortir qui démontrent que le changement énergétique en Suisse est possible. L'un montre avec des modèles de calculs de différents scénarios que c'est possible sans augmentation globale des coûts, mais avec une autre distribution (Pr A. Gunziger, Kraftwerk Schweiz) et l'autre avec des exemples de bâtiments réalisés en Suisse sans apport d'énergie fossile, mais seulement avec de l'énergie solaire thermique (J. Jenni, Wie erreichen wir die Energiewende konkret). Ce changement est possible, mais à travers une volonté politique! Il faut donc bien regarder et analyser à qui donner notre voix aux élections nationales cet automne en Suisse.

Arrêtons nos vieilles centrales nucléaires tout de suite (Beznau 1 et 2, Mühleberg) et les deux autres au plus vite.

E. Weiss

AREVA: CHRONIQUE D'UN DÉSASTRE PRÉVISIBLE

Mercredi 4 mars 2015, une date marquée au fer rouge pour le nucléaire français. C'est le jour où Areva, «fleur» du secteur, annonçait avoir enregistré près de 5 milliards d'euros de pertes, pour la seule année 2014, sur un chiffre d'affaire de 8 milliards d'euros. L'annonce fait l'effet d'un séisme jusque dans les plus hautes sphères décisionnelles. C'est qu'Areva est majoritairement aux mains de l'état. Ses pertes sont donc aussi celles de la France. Depuis 6 mois, le gouvernement tente de limiter les dégâts avec une stratégie qui s'apparente à une pantalonnade: tout mettre sur les épaules d'Areva pour éviter d'avoir à admettre l'échec du modèle nucléaire français.

Le groupe avait été monté en 2001, en fusionnant CEA industries, COGEMA, Framatome et Technicatome. Le but étant de créer une entreprise dont les activités intègrent la totalité de la filière nucléaire: l'extraction et la production de combustible, la construction et l'exploitation de réacteurs nucléaires et la gestion et le transport de déchets radioactifs. Areva devait concentrer le meilleur du savoir-faire nucléaire français et l'exporter à travers le monde afin de générer des profits et des emplois et, ainsi, de renforcer le prestige national.

L'EPR plombe le bilan

Les pertes d'Areva sont avant tout le résultat de trois opérations menées par le groupe dans les années 2000 et qui se sont révélées catastrophiques. D'abord le dossier EPR. Dans les années 1970, lorsque l'essor de la filière nucléaire bat son plein, le gouvernement choisit de favoriser la construction de réacteurs brevetés par les groupes américains Westinghouse et General Electric. Les centrales de conception française auraient produit un courant 20% plus cher. C'est ainsi que le parc nucléaire français est essentiellement constitué d'installations de conception étrangère. La France a bien vendu des réacteurs à l'étranger, 11 exactement, sur plus de 330 réacteurs en activité hors de France. Le dernier est entré en service en Corée du Sud avant la fondation d'Areva. Le projet EPR sera finalement conceptualisé dans les années 1990.

La fondation d'Areva a lieu 15 ans après la catastrophe de Tchernobyl. A ce moment là, les experts du secteur

parient tous sur une relance du nucléaire. Les besoins en énergie explosent avec l'essor des économies des pays émergent, les énergies fossiles sont critiquées pour leur effet sur le réchauffement climatique et les renouvelables n'ont pas encore convaincu les décideurs politiques. Le moment est idéal pour faire rayonner le savoir-faire français en vendant des réacteurs un peu partout dans le monde. Mais comme on l'a vu, les anciens réacteurs français n'ont pas convaincu grand monde jusque-là. Areva sort alors l'EPR de sa manche. Moderne, sûr et plus puissant, l'EPR arrive à point nommé. Mais il y a un hic: personne n'en a jamais construit un et son degré de complexité est totalement inouï. La dernière fois que la France s'est lancée dans un tel projet industriel c'était avec Superphénix.

Cela n'empêche par Areva d'en vendre un exemplaire à la Finlande dans des conditions exceptionnelles: tous les dépassements et tous les risques sont à la charge du groupe français. Un acte d'une témérité folle imposée par Anne Lauvergeon, PDG d'Areva, sans consulter son conseil d'administration. 12 ans plus tard, l'EPR finlandais n'est toujours pas livré, les dépassements ont coûté une fortune et l'affaire fait dorénavant l'objet d'un arbitrage international. Promis à 3.3 milliards d'euros, l'EPR finlandais en a déjà coûté près de 9 et risque fort de dépasser les 10 d'ici à la fin de sa construction (si tant est qu'elle arrive un jour). Un triplement du prix initial, entièrement aux frais d'Areva.

L'escroquerie Uramin

Le second écueil pour Areva, c'est l'affaire Uramin. En 2007, entre les 2 tours de la présidentielle, Areva rachète une entreprise canadienne d'exploitation minière, Uramin, basée dans un paradis fiscal et dont les mines n'ont jamais rien produit. L'opération coûtera près de 2 milliards d'euros et se fera avec l'approbation de l'état, actionnaire principal du groupe. On apprendra plus tard qu'au moment de signer, tout ce que les dirigeants d'Areva connaissent sur les mines vient des informations fournies par Uramin. Lorsque le groupe français enverra ses experts sur place, ils réaliseront qu'aucune des mines achetées n'est susceptible d'être rentable. Les teneurs en Uranium des gisements sont bien trop faibles. Dans les faits, cette transaction s'apparente à une escroquerie. Comment les dirigeants du premier groupe nucléaire mondial ont-ils pu se montrer aussi imprudents?

A l'époque, le marché de l'Uranium subit une véritable pénurie et le prix de ce minerai explose. Or l'activité combustible est la plus rentable pour Areva. L'occasion est trop belle et les promesses d'Uramin alléchantes.

Nous sommes avant l'accident de Fukushima et les perspectives sont bonnes pour le secteur du nucléaire. L'État échoue totalement à remplir son rôle de surveillance. Areva se précipite pour construire des installations afin d'exploiter les gisements. Des travaux qui coûteront plus d'un milliard d'euros. L'objectif est de devenir le numéro 1 de l'uranium. Voilà qui est bon pour le prestige national. Il faudra attendre 2011, avant qu'Areva ne commence à admettre des pertes et 2014, avant que le pot au rose soit entièrement révélé. Pourtant Areva a mené une enquête interne en 2010, sans suite. Tous les dirigeants actuels du groupe sont au courant de l'escroquerie depuis 5 ans.

Il faut se replacer dans le contexte. Areva avait un énorme problème, comment fournir du combustible à un prix concurrentiel dans une situation de pénurie? Depuis 1991, on extrait plus assez d'uranium pour couvrir les besoins des centrales nucléaires civiles. La demande est couverte uniquement par le démantèlement des armements nucléaires et des réacteurs militaires. Les gisements que l'on découvre aujourd'hui sont presque tous plus pauvres en uranium que ceux déjà exploités. De plus, un gisement n'est jamais exploité en totalité, par manque de rentabilité, même à un prix élevé de l'uranium. Or on touche là au cœur de l'activité d'Areva. Dans ces circonstances, les gisements d'Uramin ont dû apparaître comme des mirages en plein déserts. De là, il suffisait d'un peu de talent de négociateurs pour forcer la main aux dirigeants d'Areva.

«Le renouvelable m'a tuer»

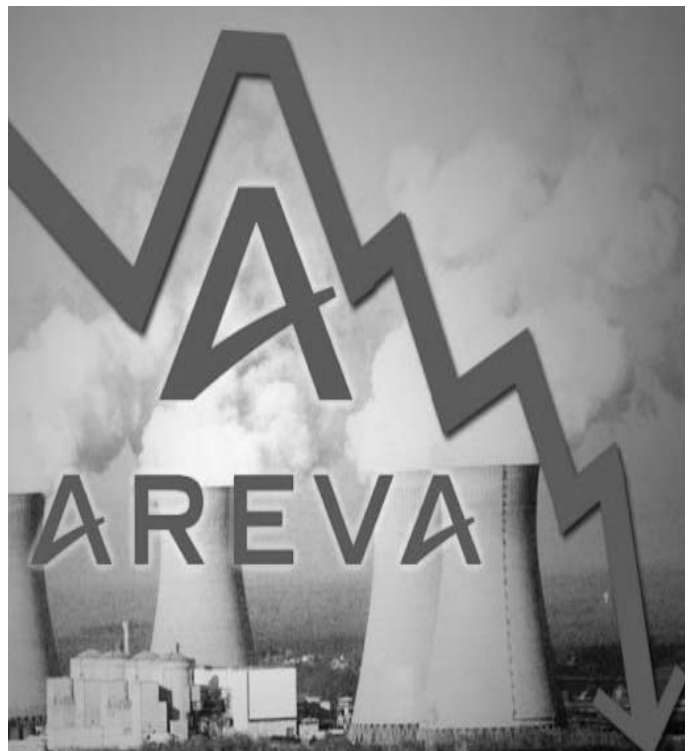
Troisième problème pour Areva: la filière renouvelable. On parle là de près de 600 millions d'euros de pertes, ce n'est donc qu'une petite portion des difficultés du groupe. Mais c'est très emblématique du problème. Dès le début de son mandat, Anne Lauvergeon tente de diversifier l'activité du groupe en lançant des projets dans ces nouvelles énergies. Malheureusement, en France, ni EDF ni les gouvernements successifs n'ont su anticiper l'essor des nouvelles énergies renouvelables et les projets lancés par Areva sont très vite dépassés. Le problème c'est que le groupe français ne lance que des projets de production d'électricité centralisée. Or l'essor observé actuellement en Europe est essentiellement le fait de la multiplication de petites unités décentralisées. Comprenant que ses projets n'ont aucun avenir, Areva jette l'éponge et abandonne sa filière renouvelable.

Areva a échoué car elle n'y a jamais vraiment cru. Dans les faits, l'essentiel de son activité se concentre dans

l'hexagone et son principal client est EDF. La France est coincée avec le nucléaire et il n'y a jamais eu la moindre volonté politique pour changer la donne. Entre la fin de l'activité des centrales, le démantèlement et la gestion des déchets, le nucléaire coutera cher au pays, au moins jusque au siècle prochain. Rien que pour prolonger l'activité des 58 réacteurs français, EDF devra investir au minimum 110 milliards d'euros, alors que sa dette ne cesse d'augmenter. Pendant ce temps, le coût de l'électricité renouvelable est en chute libre. Ni les réacteurs actuels, ni l'EPR ne sauraient rester concurrentiels dans les années à venir.

Cela donne l'impression que la création d'Areva n'était rien d'autre qu'une nouvelle fuite en avant. Face à la ruine que représente le nucléaire pour la France, Areva constitue une tentative désespérée de valoriser ce qui peut encore l'être avant que les renouvelables sonnent le glas de la technologie nucléaire. La crise actuelle est évidemment le fait de l'incompétence de l'équipe dirigeante d'Areva, qui s'est maintenue pendant 10 ans grâce à ses amitiés politiques. Mais au-delà elle est le signe avant coureur de la tragédie que la France subit en matière de nucléaire. Car même une fois que le nucléaire ne rapportera plus un sou, le pays devra mobiliser de larges sommes pour gérer les 3 millions de mètres cubes de déchets nucléaires sortis des centrales françaises, mais aussi les 8'000 tonnes d'uranium appauvri produit annuellement et les 50 tonnes de plutonium pur stockés à la Hague.

M. Schlegel



PRINTEMPS - ÉTÉ 2015: CONTRATOM N'A PAS CHÔMÉ...

26 avril 2015: Tchernobyl, an 29: manif de commémoration, en cortège de la Place-Neuve au Jardin Anglais en passant par le pont du Mont-Blanc.



1er mai 2015:
ContrAtom dans le cortège



1er mai 2015: Ce n'est pas la pluie qui va freiner notre ardeur.



AG 20 mai 2015:
On vote a l'unanimité...



Photo: JJK

20 mai 2015:
... et on se régale avec le cake au citron!!!



Photo: JJK

4 juillet 2015: On affronte la canicule sur le rond-point d'Ambérieu-en-Bugey.



Photo: Joel Guerry

6 août:
70^{ème} anniversaire des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki: rassemblement sur la Place des Nations



Photo: JJK



Photo: Joel Guerry



Photo: JJK



MESSAGE DE FUKUSHIMA

Nous publions ci-dessous l'émouvant message de Ruiko Muto que nous avons lu le 11 mars 2015 devant le consulat du Japon (Ge) à l'occasion du 4^{ème} anniversaire de la catastrophe de Fukushima.

Quatre années se sont écoulées depuis le début de l'accident nucléaire de Fukushima. Même si l'on sent déjà poindre quelques signes annonciateurs de printemps, Fukushima est encore plongée dans la froidure de l'hiver. Et pour nous tous, le présent de Fukushima, ce sont surtout des difficultés sans cesse croissantes. Ce sont environ 6000 travailleurs qui, exposés à des doses massives d'irradiation, interviennent chaque jour sur le site de la centrale accidentée dans des conditions d'une dureté extrême. Ce sont les autorités qui, pour éviter la pénurie de main-d'œuvre, s'apprêtent à rehausser encore la limite autorisée d'exposition aux rayons.

Ce sont plusieurs centaines de mètres cubes d'eau radioactive qui se déversent quotidiennement dans la mer. C'est la réouverture à la circulation de la route nationale N°6, qui traverse des zones fortement contaminées: de nombreuses voitures l'empruntent alors que dans leur habitacle, le niveau de radioactivité horaire oscille parfois entre 4 et 7 microsieverts (MSv) ce qui est supérieur de 30 à 120 fois à la normale. C'est la politique du «retour» mise en place par les autorités, pour inciter les personnes réfugiées ailleurs à revenir vivre dans des zones encore trop contaminées.

C'est la «décontamination», qui consiste uniquement à empiler des monceaux de déchets radioactifs dans les zones habitées, et à construire de nouveaux incinérateurs «provisaires». C'est le profit concentré entre les mains des grosses entreprises de BTP liées au lobby nucléaire. Et les installations de stockage intermédiaire, dont on cherche à hâter la construction, sans avoir suffisamment expliqué à la population les risques qu'elle encourt. Ce sont les cancers de la thyroïde en constante augmentation chez les enfants irradiés. Mais on a décrété que ce phénomène n'avait rien à voir avec l'accident nucléaire. C'est l'absence de mesures destinées à faire baisser la dose de rayonnements ionisants à laquelle ces mêmes enfants ont déjà été exposés: à part la poursuite de la décontamination des sols ou des maisons, aucune proposition n'est concrètement envisagée.

C'est la propagande en faveur de l'innocuité des radiations, qui continue de bâillonner les voix chargées

d'angoisse et de souffrance. Aucun dédommagement acceptable n'a été proposé aux victimes, et les responsables de cette catastrophe n'ont toujours pas été mis en cause. Les zones sinistrées à la suite de l'accident nucléaire de Fukushima ressemblent toujours à des champs de bataille.

Mais se dressant contre une situation devenue de plus en plus intolérable, un nombre croissant de personnes se regroupent pour s'adresser à des médiateurs extrajudiciaires, ou intentent même des procès, afin d'obtenir réparation auprès des responsables de cette catastrophe.

En novembre 2014, une grande réunion a été organisée pour faire le lien entre les divers collectifs de victimes.

Aujourd'hui, une question se pose à chacun d'entre nous: Comment pouvons-nous continuer d'agir?

En ces temps où l'indifférence et l'oubli commencent à faire leur œuvre, il s'agit, plus que jamais, d'aiguiser notre sens de l'observation, de rester réceptifs aux informations et aux témoignages qui émanent de Fukushima, et d'approfondir avec lucidité notre réflexion. Il s'agit, plus que jamais, d'exprimer notre empathie à l'égard des victimes de cette catastrophe, et de trouver les mots pour relayer leurs témoignages qui sont de l'ordre de l'indicible.

Aussi infimes que de minuscules gouttes d'eau dans l'immensité de l'océan, chaque parole, chaque acte posés pour faire front au déni des politiques et des industriels, affirment que même après cette « fin d'un monde » matérialisée par le tsunami et la catastrophe de Fukushima, la création d'un autre monde est encore possible.

C'est à nous de construire une société respectueuse de toutes les formes de vie, une société qui accorde le même prix à chaque être humain.

Ensemble, abolissons l'usage du nucléaire dans le monde entier!

(traduction française)

Yosomono-net France, yosomononet@gmail.com

Ruiko MUTO, née en 1953 à Miharu-machi, Fukushima, était une enseignante dans une école d'handicapés. Après l'accident de Fukushima-Daiichi, elle est devenue porte-parole de la lutte antinucléaire des femmes de Fukushima.

Aujourd'hui, elle symbolise et représente la voix de toutes les femmes de Fukushima en colère...

SECRETS ET MENSONGES DU NUCLÉAIRE

Fukushima établira de nouveaux records

Le secret et le mensonge ont toujours été des outils essentiels des Nucléocrates, dès le début de l'ère atomique. Par exemple, lorsque les gouvernements des Etats-Unis, de Grande Bretagne et de France ont, chacun de leur côté, irradié volontairement des populations lors d'essais de bombe atomiques pour pouvoir étudier leurs effets. Il est vrai qu'il ne s'agissait généralement que de peuples indigènes.

Mensonges aussi que les versions officielles concernant les effets des faibles doses entretenus par les institutions internationales telles que la CIPR et l'AIEA, soi-disant expertes en la matière, toujours peuplées par des piliers du lobby nucléaire. Et on sait bien à Genève que l'OMS aussi est toujours baillonnée par son accord avec l'AIEA.

Après Tchernobyl, la tâche de maintenir ces mensonges est devenue plus ardue. Il y a un quart de siècle j'ai pu rencontrer le Prof. John Gofman, un des pères de la bombe atomique et le seul homme à avoir reçu deux prix Nobel, le premier en physique et le deuxième en médecine nucléaire lorsqu'il s'est rendu compte du monstre qu'il avait créé.

Les dernières années de sa vie, il les a consacré entièrement aux effets de Tchernobyl, car il me disait «S'ils arrivent à cacher la vérité là, il faudra un autre désastre pour réveiller le monde». On se souvient qu'à l'époque AIEA et OMS prétendaient qu'il n'y avait eu que 32 morts et non des centaines de milliers... Pour faciliter leur tâche, il y avait eu un drôle de cambriolage en Ukraine. Les cambrioleurs n'avaient volés que l'ordinateur contenant les dossiers médicaux des habitants de la région contaminée, ce qui rendait impossible de comparer scientifiquement leur santé avant et après, et a permis à l'OMS de se baser sur une étude faussée. Censée comparer des villages contaminés avec des villages témoins, cette étude comparait en réalité deux zones contaminées...

Mais venons-en à Fukushima! Sûrement que dans un pays avancé et démocratique, cela se passe autrement? Ben non, bien au contraire.

Une nouvelle loi sur le secret est entrée en vigueur au Japon le 10 décembre dernier. D'une part, cette loi met fin au secret des sources pour les journalistes, les lanceurs d'alerte seront débusqués. D'autre part, 19 ministères et agences nationales, dont l'Agence de Régulation Nucléaire, auront la possibilité de classer secrets des

documents. Mieux! Ceux-ci pourront être détruits au bout de 30 ans...

Pour avoir une idée du genre de choses gardées secrètes, quelques exemples :

- Avant même l'entrée en vigueur de la loi, des journalistes ont dû tenter un procès pour savoir les lieux prévus pour les soi-disant «incinérateurs» de déchets nucléaires prévus pour réduire les centaines de milliers de tonnes de déchets de Fukushima.

- Un collectif de médecins de la région de Fukushima a confié à des médias qu'ils se sont vu interdire de parler de leurs observations sur les difficultés de grossesses et les mal-formations de bébés. Un d'entre eux estimait qu'on peut s'attendre à un million de cancers supplémentaires.

- Mais d'autres médecins, plus obéissants, réclament l'arrêt des contrôles de la thyroïde, car si le nombre de cancers augmente si rapidement ce serait à cause du stress provoqué par les contrôles! Nouvelle innovation médicale, rappelant la fameuse «radiophobie» inventée après Tchernobyl.

- Alors que l'Institut de recherche nucléaire de Tokyo estime que 10 millions de personnes vivent dans un environnement très radioactif, l'Université Médicale de Fukushima a signé un accord avec l'AIEA acceptant d'être baillonnée par celle-ci...

- Enfin, le Ministère de la Santé annonce que les doses limites (multipliées par 10 pour l'occasion) sont partout respectées. Ce que contredit un journaliste du Figaro, parmi beaucoup d'autres qui rapporte que les doses enregistrées sur les détecteurs officiels à disposition du public indiquent en moyenne des chiffres inférieurs d'un tiers par rapport à son appareil.

- Le ministre de l'Ecologie, M. Ishihara, a proposé d'interdire la possession de dosimètres personnels.

- Enfin, le gouvernement projette de distribuer la terre radioactive de la région de Fukushima équitablement dans tout le pays. A ce moment là, les conséquences de la radioactivité seront merveilleusement difficile à détecter!

Mais finissons sur une note d'espoir! Le peuple japonais résiste à tel point que Toshiba a annoncé en décembre dernier, l'abandon de 39 projets nucléaires annoncés en 2011. Comme disait le président Lincoln « On peut tromper une partie du peuple tout le temps, et tout le peuple une partie du temps. Mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps!»

O. de Marcellus

LE GOUVERNEMENT JAPONAIS RELANCE LE NUCLÉAIRE AU MÉPRIS DE SA POPULATION

Réseau «Sortir du nucléaire» (France)
«Communiqué de presse du 11 août 2015»

La décision par le gouvernement japonais de remettre en service la centrale nucléaire de Sendai au Japon, au lendemain des commémorations des bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki, est consternante. Cette décision est une provocation à l'encontre d'une très large majorité de la population japonaise qui reste opposée à cette relance du nucléaire civil [1].

La plupart des arguments mis en avant pour justifier cette relance sont irrecevables.

Depuis le 15 septembre 2013, toutes les centrales nucléaires japonaises sont à l'arrêt. Les mesures d'économie d'énergie, le développement des énergies renouvelables et une relance modérée (seulement 2,6% de CO2 en plus [2]) des centrales utilisant des combustibles fossiles, ont permis au Japon de répondre à ses besoins énergétiques. Il est donc tout à fait possible de se passer du nucléaire!

L'argument principal du Premier ministre Shinzō Abe,

pour justifier cette relance est le coût des importations de pétrole, gaz et charbon utilisés par les centrales électriques thermiques, or ces augmentations sont avant tout la conséquence de la dépréciation du Yen !

Au Japon comme en France, le choix de poursuivre dans le nucléaire est avant tout un choix politique, nos gouvernants considèrent à tort que le nucléaire reste une énergie d'avenir.

Ce choix est d'autant plus inacceptable qu'il sous-estime gravement les risques et conséquences des irradiations et contaminations radioactives, et les montagnes de déchets radioactifs léguées aux générations futures.

Alors qu'à Fukushima la catastrophe est toujours en cours, et dans un pays à la forte sismicité, aucune centrale n'est à l'abri d'événements impossibles à prévoir, comment peut-on oser relancer le nucléaire ?

Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce une décision méprisante pour la population, cynique face aux risques encourus, et déplore que le gouvernement japonais ne sache pas tirer les conséquences logiques de la catastrophe de Fukushima!

Notes:

[1] "Une étude conduite samedi 8 et dimanche 9 août par le quotidien Mainichi Shimbun auprès de 1000 personnes, 57% sont contre la relance de Sendai et 30% la soutiennent.

[2] Calculs établis d'après les données d'Enerdata.

NUCLÉAIRE MILITAIRE: 70 ANS ET TOUTES SES DENTS

Cet été, cela fait 70 ans que les villes d'Hiroshima et de Nagasaki ont subi le feu nucléaire. Depuis 4 autres pays ont officiellement acquis la bombe, et 4 autres officieusement. Le nombre d'armes a d'abord explosé avant que les principales puissances nucléaires s'engagent à les éliminer. Où en est-on en 2015 alors que le nucléaire militaire souffle ses 70 bougies? Ce texte permet de faire un rapide tour d'horizon. Joyeux anniversaire! Deux traités encadrent les activités militaires liées aux armes nucléaires.

1) Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires 183 pays signataires.

Les 5 pays possédant officiellement l'arme nucléaire (USA, Russie, Royaume Uni, France, Chine) s'enga-

gent à ne pas aider d'autres pays à acquérir l'arme nucléaire. Les autres pays s'engagent à ne pas en produire. Tous les signataires doivent s'engager à négocier en vue de parvenir à un arrêt de la course aux armements nucléaires et à un désarmement général et complet sous un contrôle international. Le traité prévoit que les signataires se réuniront tous les cinq ans pour examiner les conditions dans lesquelles il a été appliqué. Lors de la dernière réunion au printemps 2015, il y avait encore 16'000 armes nucléaires sur la planète et l'impression générale était que les pays les possédant n'étaient pas prêts de s'en séparer entièrement.

2) Traité d'interdiction complète des essais nucléaires: Le but de ce traité est d'interdire entièrement les essais nucléaires. 20 des pays signataires du traité sur la non prolifération ne l'ont pas ratifié, dont les USA. Certains argumentent qu'il est impossible de vérifier son application. Même si la

majorité des chercheurs estiment qu'il n'est plus possible de réaliser un essai nucléaire et de le cacher au reste de la planète. D'autres argumentent que les essais nucléaires doivent pouvoir être réalisés afin de ne pas se retrouver à la tête d'un arsenal nucléaire déficient.

Que font les pays disposant de l'arme nucléaire? La plupart sont préoccupés par le vieillissement des technologies utilisées dans leurs programmes d'armes nucléaires et souhaitent relancer la production afin d'adapter leur armement aux technologies actuelles, mais pas seulement.

USA

Les USA ont l'intention de développer des armes nucléaires plus petites et plus précises. Ces armes sont particulièrement dangereuses, car leur précision et les dommages collatéraux réduits augmentent la tentation de s'en servir. Ces bombes sont nommées B61-12. Les USA prévoient d'en produire 480 d'ici au milieu des années 2020. Une partie de ces armes seront déployées en Europe. Le coût serait de 10 milliards de \$. Cette décision revient sur une décision du Congrès américain des années 90, qui avait refusé l'idée de construire ces bombes, justement à cause de la tentation de les utiliser en vrai.

Les USA envisagent une modernisation complète de leurs infrastructures militaires nucléaires: productions de nouveaux missiles balistiques (les B61-12), de bombardiers (F-35) et la **construction de nouveaux sites de production d'armes nucléaires. Le budget total de ces «mises à niveau» pourrait avoisiner les 355 milliards de \$.**

Russie

Les Russes souhaitent remplacer tout ce qui reste de leur armement soviétique. Ils lancent la production de 3 nouveaux types de missiles nucléaires, dont le SS-27 qui pourra porter plusieurs ogives susceptibles d'être lancées sur différentes cibles. Les Russes vont aussi produire 8 nouveaux sous-marins capables de lancer des missiles. Chacun pourra en transporter 16, qui seront tous munis de 6 ogives susceptibles d'être lancées contre différentes cibles. La Russie développe également de nouveaux avions bombardiers, de nouveaux missiles balistiques et des rampes de lancement mobiles. Les ogives pour tous ces armements sont en cours de production.

Face à toutes ces nouvelles technologies les experts se demandent si les Russes vont enfreindre l'interdiction des essais nucléaires afin de vérifier le bon fonctionnement de leurs ogives.

Chine

La Chine a longtemps produit ses armes nucléaires avec une philosophie défensive. Le but n'est pas d'attaquer un autre pays, mais de s'assurer que personne ne tente d'envahir la Chine. Le pays dispose de 250 ogives nucléaires. Mais ces 20 dernières années les conflits régionaux locaux entre la Chine et ses voisins ont entraîné des efforts de développement massif de l'appareil militaire chinois, et ce à tous les niveaux. Des 5 pays signataires du traité de non-prolifération à posséder l'arme, la Chine est le seul à avoir continuellement augmenté son arsenal, lentement mais sûrement. La Chine prévoit la production de nouveaux missiles balistiques et de trois sous-marins lance missile, pouvant transporter 12 missiles chacun. Ces missiles ne sont pas encore prêts et personne ne sait où et dans quel but les sous marins pourraient être déployés.

France

La France développe un nouveau missile pour ses sous marins, le M-51, qui comporte plusieurs ogives et a une portée intercontinentale, ainsi que des ogives modernisées. Elle développe également un nouveau missile sol-air d'une portée de 500 kilomètres. Ce missile équipe des bombardiers basés à Istres au Sud de la France et à Saint Dizier dans le Nord est du pays

Royaume Uni

Le Royaume Uni a annoncé des plans pour se débarrasser de ses 180 ogives nucléaires vieillissantes, mais va tout de même produire des nouveaux sous-marins lanceurs de missiles balistiques afin de remplacer les anciens appelés à prendre leur retraite en 2014. Le Royaume Uni va également collaborer avec les USA afin de profiter de la protection fournie par le déploiement de missiles américains dans le cadre des opérations de l'OTAN.

4 pays non signataires du traité de non prolifération possèdent également l'arme nucléaire (l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord)

Pakistan

Entre 2007 et 2015 le Pakistan est passé de 90 à **120 armes nucléaires et pourrait dépasser les 200 dans une décennie.** Elle développe de nouveaux systèmes balistiques et des lanceurs courte portée. Le but de ces lanceurs est d'empêcher une invasion du pays par les forces conventionnelles indiennes. C'est une stratégie de la terre brûlée, car l'usage de ces bombes se ferait sur le sol pakistanais et entraînerait des centaines de milliers de morts chez les civils du pays.

Inde

L'Inde modernise également son arsenal nucléaire mais en orientant ses efforts sur la Chine plutôt que le Pakistan, son rival historique. **L'Inde développe des missiles balistiques de longue portée et vient de produire son premier sous marin lanceur de missiles.** Le Pakistan a toujours prévenu que la production d'un tel sous marin pourrait justifier une augmentation de la production de missiles pakistanais.

Israël

Israël n'a jamais admis officiellement détenir des armes nucléaires, mais la majorité des experts s'accorde sur le fait que le pays détient un arsenal. **Les estimations varient entre 75 et 400 armes, mais les plus réalistes estiment le nombre autour de 80.** Israël serait en train de moderniser ses missiles balistiques et les missiles embarqués dans ses sous marins.

Corée du Nord

Il est très difficile de savoir où en sont les Nord-coréens et s'ils possèdent déjà des armes nucléaires. La rhétorique militaire et les différentes informations glanées par des observations satellites notamment confirment que le pays cherche à produire des armes nucléaires. La réussite d'un tel projet compliquerait la situation dans la région qui est déjà tendue.

Deux interrogations fondamentales.

- L'humanité est-elle vraiment en train de se débarrasser de ses armes nucléaires? Si le nombre total d'armes est effectivement en train de se réduire, les efforts de modernisation des arsenaux semblent indiquer que les pays possédant l'arme ne sont pas prêts à s'en passer entièrement et continuent de croire dans la logique de l'équilibre de la terreur. De fait ceci pourrait rendre caduque le principe de désarmement qui est au cœur du traité de non prolifération. Or c'est un des mécanismes fondamentaux de ce traité, qui permet d'éviter

que trop de pays se munissent d'un arsenal nucléaire. Le maintien d'un arsenal nucléaire est également très négatif car il entraîne le maintien d'une industrie nucléaire militaire et la production de matériaux radioactifs dangereux pour l'homme et l'environnement.

- Les pays disposant de l'arme nucléaire et qui en produisent de nouvelles vont-elles relancer le cycle des essais nucléaires? Ces essais et les retombées nucléaires qui en découlent ont eu des effets sanitaires et environnementaux dévastateurs sur la planète. De plus ces essais, engloutissent des budgets gigantesques sans la moindre transparence et sans respecter les règles démocratiques et les aspirations des populations concernées.

M. Schlegel



Sources

- «Disarm and modernize», John Mecklin, in Foreign Policy n°211, March-April 2015, disponible sur foreignpolicy.com

- Wikipedia:

https://fr.wikipedia.org/wiki/Traité_d%27interdiction_complète_des_essais_nucléaires
https://fr.wikipedia.org/wiki/Traité_sur_la_non-prolifération_des_armes_nucléaires

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211 Genève 8